

PREFET DE LA MANCHE

PREFECTURE

Direction de l'action économique
et de la coordination départementale
Bureau de la coordination des politiques publiques
et des actions interministérielles
Affaire suivie par Isabelle Lestrelin
Tél.: 02.33.75.47.42- fax : 02.33.75.49.35
isabelle.lestrelin@manche.gouv.fr

Ref. : ICPE 2017-144

**Arrêté mettant en demeure la société Suez RV Normandie
de respecter les prescriptions applicables à l'exploitation de son
installation de stockage de déchets non dangereux
située sur la commune d'Isigny-le-Buat**

**Le préfet de la Manche
Chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2007 autorisation la poursuite et l'extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune d'Isigny-le-Buat ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2014 modifiant et complétant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2007 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 4 avril 2017 à la suite de la visite du site effectuée le même jour ;

Vu la communication de ce rapport à l'exploitant le 5 avril 2017 et ses remarques en retour ;

CONSIDERANT que l'article 20.1.1 de l'arrêté du 19 décembre 2007 fixe à 91 m NGF la cote maximale de premier niveau de déchets dans les casiers n° 3A et 3B ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas transmis au préfet à ce jour les éléments préalables aux travaux de réaménagement final des casiers 3A et 3B, tels que prévus par l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susmentionné ;

CONSIDERANT qu'à partir du mois de janvier 2017 et jusqu'au 27 mars 2017, l'exploitant a néanmoins poursuivi le stockage de déchets dans ces casiers au-delà de la cote maximale de premier niveau, et même en certains endroits au-delà des cotes maximales de réaménagement ;

CONSIDERANT que les déchets mis en stockage au-delà de la cote maximale de premier niveau représentent plus de 8000 tonnes de déchets ;

CONSIDERANT que ces non respects de la cote maximale sont susceptibles de générer des envols de déchets, des nuisances olfactives et un impact paysager s'il n'y est pas rapidement mis un terme ;

CONSIDERANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'indépendamment des

poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions opposables en application des dispositions dudit code, le préfet met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'il détermine ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement, l'exploitant a été informé des écarts relevés lors de la visite du 4 avril 2017 et a été invité à faire part de ses observations ;

SUR proposition de M.le Secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

1.1 Pour l'exploitation de son installation de stockage de déchets non dangereux située sur la commune d'Isigny-le-Buat, la société Suez RV Normandie est mise en demeure :

- de transmettre les éléments nécessaires aux opérations de réaménagement final des casiers 3A et 3B, tels que prévus à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, **dans un délai de 5 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

- de respecter les cotes maximales de déchets permettant d'atteindre les cotes finales de réaménagement définies dans le dossier de demande d'autorisation, **dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

- de terminer les travaux de réaménagement final des casiers 3A et 3B **dans un délai de 6 semaines à compter de la notification du présent arrêté.**

1.2 Durant ces délais, l'exploitant est tenu de prendre toutes dispositions pour que les travaux de mise en conformité ne soient pas à l'origine d'envols de déchets ou de nuisances olfactives, en complément de celles déjà fixées par les articles 27.1.1, 27.1.4 1^{er} alinéa et 13.1 2nd alinéa de l'arrêté du 19 décembre 2007 modifié.

ARTICLE 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1^{er} du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif - 3, rue Arthur Le Duc - BP 25086 14050 Caen Cedex 4. Le délai de recours est de deux mois pour le responsable du site, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié en recommandé avec accusé de réception à Suez RV Normandie. Il sera affiché en mairie par les soins de M. le Maire d'Isigny-le-Buat pendant un mois au minimum.

ARTICLE 5 :

M. le Secrétaire général de la préfecture, M. le Maire d'Isigny-le-Buat, M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que M. l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint Lô, le
Pour le Préfet,
Le Secrétaire général

10 AVR. 2017

Fabrice ROSAY

Copies transmises à :

- SUEZ RV Normandie – la Butte – le Buat – 50640 Isigny-le-Buat
- M. le Maire d'Isigny-le-Buat
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie
- M. l'Inspecteur des installations classées

